

Haïti, une page d'histoire.

- Avant l'arrivée de Christophe Colomb, l'île appelée autrefois **Quisqueya, Bohio ou Ayiti**, c'est-à-dire «Terre des hautes montagnes», était peuplée par les **Taïnos ou Arawaks**, peuple semi-sédentaire pacifique qui étaient des indiens.
- **1492** : **Christophe Colomb** et ses hommes débarquent sur l'île **d'Hispaniola (Saint-Domingue)**. Il s'ensuit des révoltes fortement réprimées au point que la population indigène dénombrée selon un recensement effectué en 1507 n'était que de 60 000 individus, alors qu'ils étaient estimés à 1 300 000 à l'arrivée d'Européens.
- **1502** : La main d'œuvre ne suffisant plus, 10 ans après Christophe Colomb, les premiers esclaves amenés d'Afrique débarquent en Haïti.
- **1697** : **traité de Ryswick**, l'Espagne dut reconnaître l'occupation par la France de l'Ouest de Saint-Domingue. Cela permit à la France de devenir le premier producteur mondial de sucre dès les années 1740, le sucre étant une denrée fort chère et exportable, **Louis XIV** renforça les intérêts des négociants français, situés notamment à Bordeaux, Nantes et Lorient. Le développement de cette industrie est à l'origine de « l'importation » de près de 500 000 esclaves africains.
- **14 août 1791** : **cérémonie du Bois Caïman** dans la Plaine du Nord, de nombreux esclaves décidèrent la révolte sous l'autorité de **Boukman**, assisté de Jean-François, **Biassou** et **Toussaint**. Malgré la répression où Boukman fut tué, des bandes d'esclaves armés persistèrent dans les campagnes et les montagnes et des révoltes s'ensuivirent.
- **29 août 1793** : **décret d'abolition de l'esclavage**. **Santhonax**, Commissaire de la République, girondin, généralise l'abolition à tous les esclaves de la partie Nord de l'île qu'il a sous son autorité.
- **1794** : **la convention** vote la fin de l'esclavage sur la totalité de l'île.
- **1795** : **Toussaint Louverture** qui était aide-de-camp de **Georges Biassou**, un des successeurs de Boukman et qui s'était rallié aux Espagnols de l'Est de l'île en 1793 change de camp et refoule les Espagnols à la frontière orientale de l'île. il libère l'intérieur des terres. La Convention l'élève au grade de général en juillet. En mars 1796, **le gouverneur Laveaux**, le nomme lieutenant-général de Saint-Domingue. A mesure de ses victoires, Toussaint confirme l'émancipation des esclaves. Toussaint, éloigne tous les représentants de l'autorité métropolitaine. Les mulâtres, menés par le général André Rigaud sont les derniers à discuter son autorité. Ils tiennent le sud du pays. Avec l'aide de ses lieutenants **Christophe et Dessalines**, Toussaint les bat en août 1800 après une guerre civile sanglante d'un an. La France reçoit la partie espagnole de l'île au traité de Bâle.
- **1801** : Toussaint Louverture établit son autorité sur toute l'île après avoir envahi la partie espagnole de St Domingue, est nommé gouverneur général et ne reconnaît que formellement l'autorité de Bonaparte.
- **1802** : en représailles, Napoléon Bonaparte charge une expédition militaire de reprendre le contrôle de l'île sous les ordres **du général Leclerc**. Napoléon promulgue la Loi du 20 mai 1802 qui rétablit l'esclavage dans les colonies françaises. Toussaint Louverture est arrêté malgré sa reddition et Jean-Jacques Dessalines, défait par les Français à la Crête-à-Pierrot, participe à cette arrestation. Louverture est déporté en France, il est interné au fort de Joux, dans le Jura, où il mourra des rigueurs du climat et de malnutrition **le 7 avril 1803**, après avoir prophétisé la victoire des Noirs. Plus tard en partant pour la France Toussaint prononcera ces paroles : « **En me renversant on n'a abattu à Saint-Domingue que le tronc de l'arbre de la liberté des noirs qui repoussera par ses racines car elles sont profondes et nombreuses** ».

- **18 novembre 1803** : défaite de la puissante armée française à la bataille de **Vertières**.
- **1^{er} janvier 1804** : l'indépendance est proclamée. **Dessalines** est nommé gouverneur à vie.
- **1806** : **Dessalines** est assassiné .Deux anciens lieutenants de Toussaint, **Henri Christophe** fondera le royaume du Nord et **Henri Pétion** la République d'Haïti. Il en est le 1^{er} Président.
- **1808** : les Espagnols récupèrent la partie orientale de l'île cédée à la France en 1795.
- **1825** : La France obtient de Haïti qu'une indemnité **de 150 millions de francs** soit versée pour liquider le contentieux créé par la rupture des liens coloniaux ; Il faudra plus de 100 ans à Haïti pour rembourser cette écrasante créance.
- **1844** : Saint –Domingue est définitivement séparée en deux états ; **la République d'Haïti** et la **République Dominicaine**.
- **1847** : le président **Faustin Soulouque** rétablit un Empire en Haïti qui durera jusqu'au 15 Janvier 1859.
- **1915-1934** : **l'armée américaine** occupe Haïti suite à des troubles internes .Les Américains se comportent en conquérants, censurent les journaux, interdisent le vaudou et répriment dans le sang la résistance des paysans. Ils réorganisent le territoire autour de la capitale, ce qui pousse des familles à l'exode rural. Elles se retrouvent sans ressources dans une capitale où aucune activité économique n'a été développée pour pouvoir les accueillir. Ce qui provoque l'exil des paysans vers la République Dominicaine et vers Cuba, où ils sont embauchés comme coupeurs de canne à sucre.
- **1937** : **le dictateur dominicain Trujillo**, en raison d'une menace que les Haïtiens feraient peser sur l'intégrité hispanique blanche dominicaine. fait massacrer plus de 10 000 travailleurs haïtiens à côté de la ville de **Dajabon, près de la rivière du Massacre**, fleuve frontalier, qui porte ce nom depuis ce terrible évènement sanguinaire.
- **1950** : dictature du colonel **Magloire**.
- **1957** : **François Duvalier « Papa Doc »** fait campagne avec un programme, populiste qui vise à flatter la majorité afro-haïtienne en s'appuyant sur une stratégie raciste « pro-négritude » ou « noiriste » opposée à l'élite des mulâtres. Il se proclame président à vie. Son pouvoir repose sur la milice des « tontons macoutes » au détriment d'une armée affaiblie. Des dizaine de milliers d'opposants, écrivains, et autres intellectuels quittent Haïti pour les Etats-Unis, le Canada, la France, la Belgique ou l'Afrique.
- **1971** : **Jean-Claude Duvalier**, dit « Baby Doc » ou « Bébé Doc », né le 3 juillet 1951 à Port-au-Prince, un homme politique haïtien. Il fut président de la République d'Haïti de 1971 à 1986 après le décès de son père. Il exercera la même politique que son père.
- **1986** : un soulèvement populaire renverse Jean-Claude Duvalier qui se réfugie en France. Le Général **Henri Namphy** prend le pouvoir à la tête d'une junte militaire.
- **1987** : les élections présidentielles et législatives sont annulées à la suite des massacres perpétrés le jour du scrutin.
- **1988**
 - Janvier** : **Leslie Manigat** est élu président de la république. Les élections sont boycottées par l'opposition.
 - Juin** : nouveau coup d'état du Général **Henri Namphy**.
 - Septembre** : le chef de la Garde présidentielle, le Général **Prosper Avril** renverse le Général **Namphy**.
- **1989** : **Prosper Avril** restaure partiellement la constitution de 1987.

- **1990** :
 - Mars** : le général Avril démissionne. Un accord entre l'armée et les partis politiques permet à **Ertha Pascale Trouillot**, présidente de la Cour suprême, d'assurer l'intérim de la présidence jusqu'aux élections.
 - Décembre** : **Jean-Bertrand Aristide**, un théologien de la libération, prêtre catholique romain (salésien), a remporté 67% des voix dans les élections que les observateurs internationaux ont jugé largement libre et équitable.
- **1991** : **Aristide** est renversé par un coup d'état qui a porté le général **Raoul Cédras** au pouvoir. Le coup d'État a vu des centaines de morts, et Aristide a été contraint à l'exil, sa vie est sauvée grâce à l'intervention diplomatique internationale. Les Etats-Unis et la CEE suspendent leur aide économique.
- **1993** :
 - Juin** : renforcement des sanctions contre Haïti. Embargo sur le pétrole et les armes.
 - Juillet** : **Raoul Cédras** accepte les propositions d'un médiateur préconisant le retour d'Aristide.
 - Octobre** : face à la mauvaise volonté des militaires, **l'ONU** rétablit les sanctions.
- **1994** :
 - Mai** : des sénateurs nomment le juge **Emile Jonassaint**, président provisoire de la république. L'embargo commercial total décidé par l'ONU entre en vigueur.
 - Juillet** : **16 000 boat-people**, victimes de la misère et de la répression tentent de gagner les côtes américaines. Le conseil de sécurité de l'ONU autorise les Etats-Unis à utiliser « tous les moyens nécessaires pour chasser la junte.
 - Septembre** : à la suite d'une médiation de l'ancien président américain **Jimmy Carter**, et sous la pression de l'US Army, les militaires acceptent de quitter le pouvoir en octobre. Les soldats américains de l'opération « Soutenir la démocratie » débarquent à Port-au-Prince (20 000 hommes).
 - Octobre** ; retour du président **Aristide**, après deux ans d'exil aux Etats-Unis.
- **1995** :
 - Mars** : les troupes américaines cèdent la place à la mission des Nations Unies en Haïti. Elle quittera le pays en 1997, laissant sur place 300 moniteurs qui poursuivent la formation de la police haïtienne. Celle-ci remplace l'armée haïtienne dissoute en avril.
 - Décembre** : **René Préval**, ancien Premier ministre et partisan de l'ancien président Aristide, est élu président de la république. Le taux d'abstention atteint 75%.
- **1996** : **Jean Bertrand Aristide**, résolu à se présenter à l'élection présidentielle de 2000, s'oppose au programme de réformes de son ancien allié René Préval et crée son propre parti politique, **la famille Lavalas**.
- **1997-1999** : instabilité politique due en grande partie à la rivalité entre les partisans de la famille Lavalas et ceux de l'organisation politique Lavalas (OPL).
- **2000** : Attribués aux partisans de la Famille Lavalas, de nombreux actes de violence entachent la campagne électorale en vue des scrutins législatifs, sénatoriaux, et locaux prévus en mai. Assassinat de **Jean Dominique**, directeur de Radio Haïti-inter et commentateur politique le plus célèbre de l'île.
 - Mai** : la famille Lavalas remporte le 1^{er} tour des élections. **L'OEA** met en doute la régularité du scrutin.

Juin : le 2^{ème} tour des législatives est reporté.

Juillet : 2^{ème} tour des élections boycotté par l'opposition. L'OEA refuse de cautionner ce scrutin.

Novembre : l'élection présidentielle boycottée par l'opposition est remportée par **Aristide** avec 91,7% des suffrages. L'opposition estime que seulement 5% des électeurs inscrits ont participé au scrutin.

- **2001** : A la veille de la présidence d'Aristide, l'Union Européenne et la banque inter-américaine de développement imposent des sanctions financières à Haïti pour manquements à la démocratie.

Une tentative de coup d'état fait 8 morts.

- **2002** : l'OEA vote une résolution prévoyant des élections au cours du deuxième trimestre 2003.
- **2003** : grève générale, émeutes dans la 3^{ème} ville du pays suite à l'assassinat d'un chef de bande
- **2004** : **Le putsch d'état.**

Les manifestations anti-Aristide en Janvier 2004 ont entraîné de violents affrontements à Port-au-Prince, faisant plusieurs morts. En Février, une révolte éclate dans la ville de Gonaïves, qui fut bientôt sous contrôle rebelle. La rébellion a alors commencé à se répandre, et Cap-Haïtien, la deuxième ville d'Haïti, a été capturé. Une équipe de médiation de diplomates a présenté un plan visant à réduire le pouvoir d'Aristide en lui permettant de rester en fonction jusqu'à la fin de son mandat constitutionnel. Bien qu'Aristide ait accepté le plan, il a été rejeté par l'opposition, qui se composait principalement d'hommes d'affaires haïtiens et anciens membres de l'armée. Le 29 Février 2004, des contingents de rebelles sont en marche vers Port-au-Prince, Aristide a quitté Haïti et trouve refuge en Afrique du Sud. Le conseil de sécurité vote la création de la mission des Etats-Unis pour la stabilisation en Haïti (**Minustah**). Placée sous commandement brésilien, elle compte 6000 soldats et 1500 policiers. Après le renversement d'Aristide, la violence en Haïti a continué, malgré la présence des Casques bleus. Les affrontements entre les partisans de Fanmi Lavalas et la police étaient monnaie courante, et les forces de maintien de la paix ont été accusés de mener un massacre contre les résidents de Cité Soleil en Juillet 2005. Plusieurs de ces manifestations ont entraîné des violences et des morts.

Septembre, le **cyclone Jeanne** ravage le pays, faisant plus de 2000 morts et 2500 sans abris.

- **2005** :

Juin : face à la recrudescence de la violence, le Conseil de sécurité renforce les effectifs de la Minustah pour assurer le bon déroulement des élections prévues pour la fin d'année.

Octobre ; L'Union européenne qui avait gelé en 2001 son aide au développement en faveur d'Haïti, débloque **72 millions d'euros** pour soutenir les efforts de la démocratisation.

Novembre : le gouvernement porte plainte, devant un tribunal fédéral de Miami, contre l'ancien Président Aristide pour détournement de plusieurs dizaines de millions de dollars de fonds publics et pour avoir encouragé le « trafic de drogue ».

- **2006** : **La seconde présidence Préval**. Au milieu de la controverse et de la violence continue, cependant, le gouvernement intérimaire prévoit élections législatives et exécutives. Après avoir été reportée à plusieurs reprises, ils ont été tenus en Février 2006. Les élections ont été remportées par René Préval, qui a eu une forte popularité parmi les pauvres, avec 51% des voix. Préval a pris ses fonctions en mai 2006.
- **2008** : les Haïtiens ont manifesté contre la hausse des prix des denrées alimentaires. Dans certains cas, les quelques grandes routes de l'île ont été bloquées avec pneus enflammés et l'aéroport de Port-au-Prince a été fermé. Les manifestations de Fanmi Lavalas ont continué en 2009.

Août –septembre : plusieurs cyclones dévastent Haïti, tuant au moins 800 personnes, et laissant des milliers sans-abris.

- **2009 : Bill Clinton** est nommé émissaire spécial des Nations-Unies pour Haïti.

Le FMI et la Banque mondiale approuvent un allègement de la dette équivalent à 1,2 milliard de dollars EU en faveur d'Haïti.

- **Séisme de 2010** : le 12 Janvier 2010, Haïti a subi un terrible tremblement de terre , magnitude 7.0 avec un nombre de morts estimé par le gouvernement haïtien à plus de 300.000, et par des sources non-haïtiennes de 50.000 à 220.000. Les répliques ont suivi, dont une de magnitude 5,9. La capitale, Port-au-Prince, a été effectivement mise à niveau. Un million d'Haïtiens ont été laissés sans abri, et des centaines de milliers meurent de faim. Le tremblement de terre a causé des dégâts massifs, avec la plupart des bâtiments effondrés, y compris palais présidentiel d'Haïti. L'énorme nombre de morts a obligé à enterrer les morts dans des fosses communes. La plupart des corps n'ont pas été identifiés et quelques photos ont été prises, ce qui rend impossible pour les familles à identifier leurs proches. La propagation de la maladie est une catastrophe secondaire majeure. Beaucoup de survivants ont été traités pour des blessures dans les hôpitaux de fortune d'urgence, mais beaucoup d'autres sont morts de la gangrène, la malnutrition et les maladies infectieuses.

- **2011 : La présidence Martelly**

Le 4 Avril 2011, un fonctionnaire haïtien supérieur a annoncé que **Michel Martelly** a remporté le second tour de l'élection contre le candidat **Mirlande Manigat** . Michel Martelly également connu sous son nom de scène « Sweet Micky » est un ancien musicien et homme d'affaires.

Janvier : l'ancien Dictateur **Jean- Claude Duvalier** rentre en Haïti après 25 ans d'exil en France.

Mars : l'ex-président **Jean-Bertrand Aristide** rentre en Haïti après sept ans d'exil en Afrique du Sud.